



COMMUNIQUE DE PRESSE CGT AP HM

Propos du ministre de la santé :

« Nous avons des soignants exceptionnels il faut le dire, je veux remercier du fond du cœur les soignants de notre pays, on peut être extrêmement fier de ceux qui prennent soins de nous »

Nous sommes au cœur d'une crise profonde de notre système de santé, nous rappelons que le COPERMO (véritable plan social) a comme objectif de supprimer 1000 postes et 400 lits à l'APHM, pour rappel la région PACA a subi la fermeture de 11 réanimations.

Cette mise à mort programmée planifiée de l'hôpital Public et de la sécurité sociale ne doit rien au hasard.

Ce contexte social a entraîné, ces dernières années, des grèves et mouvements sociaux sans précédent. Les personnels ont dénoncé des conditions de soins particulièrement dégradées, une situation décrite comme invivable par les médecins et les personnels des hôpitaux et dangereuse pour les malades, touchant tous les secteurs de l'hôpital.

Nous comprenons que le ministre de la santé et le gouvernement réservent aux professionnels de « gentils » mots car ils ont absolument besoin des personnels. Ils ont besoin de notre engagement sans faille pour lutter contre le COVID 19.

Le gouvernement fait le choix de faire de beaux discours plutôt que d'agir concrètement.

Le ministre de la santé cherche à payer de mots les personnels et il précise :

« L'hôpital sera soutenu, on se souviendra en sincérité de l'effort des soignants, de la contribution qui est la leur à la santé des français. On s'aura s'en souvenir »

Se trouve, à travers ces propos, une logique de donnant/donnant, l'idée de fond du gouvernement est que l'on va récompenser un effort remarquable par une gratification exceptionnelle.

Il s'agit bien d'une conception managériale, entrepreneuriale de l'hôpital Public, celle-là même, contre laquelle les soignants se sont mobilisés.

Il faut revoir les bases : l'hôpital est un service Public, la définition d'un service Public est l'intérêt général, les agents du service Public remplissent donc une mission d'intérêt général qui leur impose de s'adapter aux évolutions du besoin de la population.

Accomplir le nécessaire, faire ce qui doit être fait, c'est tout à fait normal pour un agent du service Public, cela fait partie du métier.

Nous ne demandons pas que l'on se souvienne d'un effort exceptionnel mais nous réclamons, tout simplement, les moyens de remplir notre mission de service public au quotidien, d'où la sortie de l'exigence de rentabilité pour retrouver l'impératif, qui est l'intérêt général.

Dans ces conditions, octroyer une prime aléatoire allant de 500 euros à 1500 euros, avec quelques gagnants pour beaucoup de perdants, est contraire à une véritable reconnaissance des qualifications. Celle-ci ne peut se traduire que par une augmentation significative des salaires, ce qui réduirait, par la même occasion, les inégalités persistantes dans ces professions hautement féminisées.

Nous rappelons qu'en quelques années nous avons perdu plus de 10% de notre pouvoir d'achat,

Nous rappelons que toutes les mobilisations des agents hospitaliers portent la revendication d'une augmentation de salaire de 300€ mensuelle pour tous.

Nous constatons que le dialogue social tant prôné par le gouvernement est au point mort ! Une fois de plus, comme à son habitude, le gouvernement ne tient pas ses promesses.

Nous ne sommes pas dupes, nous condamnons cette décision arbitraire qui n'a, comme seul objectif de diviser, d'opposer et mettre en concurrence les personnels entre eux.

NON AUX MIETTES, OUI À LA DIGNITÉ.